

M. Santos

EPIN
PORTUGAL

**MARCELO
CAETANO**

fidèle à la politique de

SALAZAR

323.2
(469) «1969»
FRE

dossier

257,8

● VOS QUESTIONS NOS REPONSES ●



Nº 5862

La disparition politique de Salazar a-t-elle mis en cause ou affaibli le fascisme, ou bien permet-elle de le renforcer?

- La disparition de Salazar du gouvernement entraine une crise immédiate pour le régime politique.
- Les fascistes ont perdu leur chef incontesté et la principale source politique de leur unité: le pouvoir personnel de Salazar.
- La disparition de Salazar contribue à rendre plus insistantes et plus voyantes les racines de la crise du fascisme: réduction continue de sa base sociale, augmentation du mécontentement populaire, crise économique, guerre coloniale sans issue, isolement croissant vis-à-vis de l'opinion publique internationale.
- Mais le remplacement de Salazar ne signifie pas à lui seul la fin du fascisme, de la dictature terroriste des monopoles, alliés à l'impérialisme, et qui persiste depuis 40 ans.
- Les fascistes vont essayer de trouver par la voie de l'immobilisme créée par la politique salazriste du "tenir, tenir", la voie de sortir de leur crise permanente.

Quels sont les principaux alliés

et forces d'appui?

- Le choix de Marcello Caetano pour la Présidence du Conseil a été imposé au Chef de l'Etat essentiellement par les principaux groupes monopolistes portugais dont les groupes CUF, Espirito Santo, Sacor, Banque Nationale d'Outre Mer et par les imperialistes américains et anglais.
- Aujourd'hui il se maintient au gouvernement plus par ce soutien que par la sympathie des instruments traditionnels du pouvoir fasciste (Armée, Haut Clergé, Police).

Quels sont les objectifs politiques et économiques dominants du gouvernement

Caetano?

- Elargir la base social du régime.
- Poursuivre, assurer et accélérer la domination et l'exploitation colonialistes.
- Rompre l'isolement internationale et renforcer l'appui et la pé-

nétration imperialistes au Portugal.

- Freiner le mécontentement populaire.
- Rendre plus efficace, rentable et stable la dictature des monopoles.
- Consolider le régime.

Quels sont les principaux moyens utilisés ou auxquels pourra avoir recours le gouvernement Caetano pour atteindre ses objectifs?

- Prendre ostensiblement l'initiative dans les plans politique, économique et social.
- Attirer la sympathie et l'expectative bénévole des classes moyennes en se dégageant de l'héritage de certaines méthodes salazaristes dépassées, et, surtout, en mettant sur pied, en ce qui les concerne, un nouveau climat politique, plus détendu.
- Isoler et réprimer davantage les forces de gauche et les mouvements populaires plus prometteurs, essayant de tirer profit d'un climat d'attentisme au centre et à la droite de l'opposition.
- Politique sociale démagogique (salaire minimum pour les zones rurales, etc.). Légalisation de fait des actions revendicatives de degré inférieur.
- Prise en main des principaux organes d'information, allégeant la censure (nouvelle loi) et les méthodes administratives tant en jouant à fond dans le nouveau climat politique. Spéculation sur la menace d'un retour au régime de l'arbitraire et du outre-salazarisme (dictature militaire avec ou sans Caetano) et sur les dangers d'une guerre civile.
- Relance du corporatisme. Affranchissement des organes corporatifs (syndicaux et patronaux) d'un contrôle gouvernemental trop rigide, favorisant, dans les limites particulièrement étroites, une autonomie surveillée des organisations de classe. Préparation du remplacement de l'Assemblée Nationale (dernier organe du pouvoir soi-disant "élu" au suffrage universel) par une chambre corporative d'élections de responsabilité indirecte.
- Modernisation du vieil appareil de l'Etat fasciste, rendant plus souples les méthodes et les rouages du gouvernement et de l'administration. Assouplissement du dirigisme économique. Remplacement, pour les tâches de politique économique, des anciens cadres réactionnaires et bornés par une nouvelle couche de technocrates.
- Déplacements fréquents et faciles du chef du Gouvernement dans le pays, aux colonies et à l'étranger. Politique de contacts personnels et d'apparence de dialogue.
- Fin de l'époque de l'isolement austère.

- Augmentation immédiate des traitements des plus importants agents de la violence de l'Etat (P.I.D.E., G.N.R., P.S.P., militaires en service dans les colonies). Renouvellement des cadres suivant la règle de la fidélité au nouveau chef et à la nouvelle orientation. Diminution de l'autonomie politique des organes de répression et des forces armées.
- Accélération de la préparation des structures néo-colonialistes en Afrique. Développement d'une décentralisation "provinciale" avec participation accrue d'éléments sortis des élites africaines collaborationnistes. Renforcement de l'effort de guerre. Mise en place de nouveaux moyens destinés à favoriser la canalisation de l'établissement des émigrés en Afrique Australe.
- Rapprochement et dépendance plus sensible de la politique étrangère, y compris l'africaine, des puissances imperialistes. Poursuite de l'alliance active avec les états fascistes et racistes de l'Afrique du Sud et Rhodesie. Alignement plus net sur les Etats Unis et concessions de plus grandes facilités pour leurs bases militaires étrangères.
- Politique atlantiste outrancière.

qui est

MARCELO CAETANO ?

L'HOMME POLITIQUE

- Le sucesseur de Salazar, à la Présidence du Conseil des Ministres, a été jusqu'en 1958, un proche et constant collaborateur du dictateur mourant. Il est né à Lisbonne en 1906 et est licencié en droit en 1927. Il a été dirigeant de la Fédération des Etudiants Nationalistes, au bon temps où le mot nationalisme était presque par tout un synonyme clair de fascisme, et rédacteur en chef de la revue monarchiste-intégraliste "Ordre Nouveau", "anti-moderne, anti-libérale, anti-démocratique, anti-bourgeoise, et anti-bolchevique, contre-révo-

L'HOMME ECONOMIQUE

- Chef actuel de la dictature terroriste des monopoles, serviteur des monopoles depuis plus de 40 ans, Marcello Caetano, au contraire de Salazar, est un homme lié par ses intérêts personnels aux groupes monopolistes les plus importants qui exploitent le pays et les colonies portugaises. Cette liaison ne date pas d'aujourd'hui. Il y a quelques années Marcello Caetano avait été le délégué du gouvernement au Conseil d'Administration de la Banque d'Angola.
- En 1968, à la veille de sa nomination comme chef du gouver-

L'HOMME POLITIQUE

- lutionnaire, réactionnaire, catholique, apostholique et romaine; monarchiste, intolérante et intransigeante; contre les écrivains, journalistes et toutes autres professions des lettres, des arts et de la presse", comme disait nettement sa couverture.
- Deux ans après avoir été licencié en Droit, Salazar, alors ministre des Finances, l'a choisi comme collaborateur et l'a fait nommer auditeur-juridique du Ministère des Finances, charge qu'il a occupé de 1929 à 1934.
 - En 1933, il est professeur de Droit Administratif à la Faculté de Droit de Lisbonne. En 1934 il a été chargé par le gouvernement déjà présidé par Salazar, d'élaborer le projet du nouveau Code Administratif, qui sera approuvé en 1936 et qui a été la pierre angulaire de la fascisation de la vie municipale portugaise.
 - Membre du parti unique et parti fantôme du régime, l'Union Nationale", depuis sa création en 1932, Marcello Caetano a été membre de la "Junta Consultative et a fait partie de la première commission exécutive du parti unique, en 1933.
 - Désigné en tant que membre du Conseil de l'Empire en 1936, il a exercé cette charge jusqu'en 1947.
 - En 1936, il a été nommé Commissaire National de la "Mocidade Portuguesa", soit secrétaire-général de l'organisation nazie de la jeunesse, copiée fidèlement sur le modèle hitlerien. Il occupera ce poste jusqu'en 1944, jusqu'à la veille de la défaite des nazis.
 - De 1942 à 1945, il a été vice-président de la Chambre Corporative la plus haute instance

L'HOMME ECONOMIQUE

- nement, il était:
- Membre du Conseil d'Administration (auparavant président de l'Assemblée Général) de la Banque Nationale d'Outre Mer (Banco Nacional Ultramarino).
 - 808 millions d'escudos de capital et réserves;
 - importantes positions dans plusieurs entreprises, surtout coloniales dont: Companhia de Cimento Secil do Ultramar, Companhia Colonial de Navegação, Companhia de Seguros Fidelidade, etc.
 - Président de l'Assemblée Générale de la Companhia de Seguros Previsão.
 - Liée au Banco Espirito Santo e Comercial de Lisboa (618 millions d'escudos de capital et réserves).
 - Président de l'Assemblée Générale de la Sociedade Algodoeira de Fomento Colonial (200 millions d'escudos de capital et liée au Banco Português do Atlantico et à sa succursale Banco d'Angola).
 - Président du Conseil d'Administration de la Companhia de Seguros Bonança. (liée au Banco Espirito Santo e Comercial de Lisboa.
 - Membre du Conseil d'Administration du Amoniaco Português dépendant de la SAPEC (belge).
 - Ex-membre de la Companhia de Seguros Fidelidade (liée au Banco Espirito Santo e Comercial de Lisboa et au Banco Nacional Ultramarino.
 - Outre les liaisons monopolistes directes de Marcello Caetano, il y a les importantes relations de la famille de

L'HOMME POLITIQUE

- du Corporatisme mussolinien Portugais.
- De septembre 1944 jusqu'au mois de février 1947, il a été Ministre des colonies, le chef d'une des plus honteuses oppressions coloniales du monde entier. En tant que ministre des colonies de Salazar il visite officiellement l'Angola, la Guinée et le Mozambique.
 - En 1947, il prend le poste de Président de la Commission Exécutive du parti unique fasciste.
 - Il est ainsi un des principaux responsables des mesures arbitraires et policières et de l'authentic vol qui a empêché en 1949, l'élection à la Présidence de la République du Général Norton de Matos, candidat unique de l'opposition.
 - De 1950 à 1955, il est président de la Chambre Corporative, soit d'une manière honorifique, la troisième figure du régime.
 - En 1952 il est nommé membre permanent du Conseil d'Etat, organisme supérieur de le Président de la République doit obligatoirement consulter dans les affaires les plus graves du pays. Il est ainsi confirmé, dans sa position, comme un des 10 hommes les plus importants du régime.
 - De 1953 à 1958, trois ans avant le début de la guerre d'Angola il est vice-président du "Conseil d'Outre Mer", nom adopté à l'époque par le "Conseil de l'Empire", dont il était membre depuis 1936, dans le cadre de la réforme linguistique pour la défense du colonialisme.
 - En 1955, il est à nouveau appelé par le gouvernement, en tant que Ministre de la Présidence. Il fait figure de dauphin de Salazar. Jusqu'au mois d'août 1958, il sera à plusieurs reprises, intérimairement,

L'HOMME ECONOMIQUE

- Marcello Caetano.
- Paulo Teixeira de Queiroz de Barros: beau frère de Marcello Caetano fait partie du Conseil d'administration de la União Electrica Portuguesa, de la Companhia Nacional de Electricidade. Il est président du Grémio (organisation patronale) des Industries de l'Electricité. Il est aussi à la tête de l'Union Farmaceutica Des Laboratórios Vitoria et du quotidien du soir "Diario de Lisboa".
 - José Antonio Teixeira de Queiroz de Barros: cousin de la femme de Marcello Caetano, membre de l'administration de la Companhia Gaz Cidla (dépendante de la S.A.C.O.R., liée au Banco Espirito de Santo e Commercial de Lisboa et succursale de la Companhia de Moçambique, Companhia do Algodão de Moçambique, (liée au Banco Espirito Santo e Commercial de Lisboa) et des compagnies d'assurances Previdente, União et Tranquilidade, et la SONAP.
 - Luis Teixeira de Queiroz de Barros: frère de l'antérieur, président de l'Assemblée Générale de la Companhia das Aguas de Lisboa.
 - A son tour les Teixeira de Queiroz sont liés aux Queiroz Pereira.
 - Pedro Queiroz Pereira: membre du conseil d'administration de la Companhia das Aguas de Lisboa, de la Companhia de Seguros Bonança et de l'Hotel Ritz (Lisbonne).
 - Manuel Queiroz Pereira: membre du conseil d'administration du Banco Espirito Santo e Commercial de Lisboa, de la SOCEL, de la Companhia Portuguesa de Celulose et de la

C E N S U R E

POUR MIEUX LA MAINTENIR

- A la fin du régime de Salazar, il n'y avait pas une censure politique, il y en avait trois: 1) la censure dite normale, dépendante du Secrétariat National de l'Information et exercée par les officiers de l'armée et d'autres cadres fascistes, en général mal préparés pour leur sombre besogne et maintes fois dépassés par l'habileté et l'expérience des journalistes portugais; 2) la censure parallèle, ou la super censure, directement dirigée par la Présidence du Conseil, notamment par M. Paulo Rodrigues, un homosexuel notoire qui était sous-secrétaire d'Etat à la Présidence, et qui a dit, fin septembre, à l'occasion de la sortie du gouvernement: "j'ai eu l'honneur d'être le crayon de Salazar" (!); 3) la censure directe de la PIDE, qui ne se limite pas à interdire des livres, des conférences, des spectacles. Le cas échéant, elle saisit des livres ou des tableaux ainsi que leurs auteurs, elle met à la frontière des artistes et des journalistes étrangers elle fait arrêter ou torturer les intellectuels mal vus par le régime.
- C'est ce système de triple censure qui a fait du Portugal le pays du monde où l'expression de la pensée et de la vérité souffre le plus de limitations. Aucune nouvelle ne pouvait, et ne peut, passer dans la presse sans le consentement préalable du gouvernement. Même des auteurs conservateurs bien connus comme André Malraux ou Raymond Aron, du "Figaro", ont les livres interdits au Portugal.
- Pour éviter la corruption et la perte d'efficacité de la censure par ses propres excès, M. Caetano a décidé d'employer une autre tactique: il s'est lancé dans une opération de charme envers la presse et les secteurs conservateurs du journalisme et de l'opposition, en leur promettant vaguement un autre climat politique, faisant quelques pas dans le sens du dégagement de la censure de ses applications les plus excessives, essayant de conquérir la sympathie de plusieurs organes de presse et milieux sociaux, jusqu'ici hostiles envers sa politique et son gouvernement.
- Dès lors, on assiste, pour la première fois depuis longtemps, à une véritable bataille idéologique dans la presse censurée, entre ceux qui considèrent la capitulation devant le fascisme, le nouveau style comme le prix de la réussite et de la liberté, et tous les autres journaux et journalistes qui entendent tirer profit des difficultés du fascisme en se plaçant au pied du mur par leur audace et initiative dans la vie journalistique quotidienne et aussi par leurs réclamations massives.
- Aussi, actuellement le jeu dangereux proposé par le caetanisme, risque de tourner mal pour les fascistes: le gouvernement s'attendait à un courant de sympathie qui lui permettrait d'élargir les

limites de l'information, réhaussant son prestige, malgré la poussée collaborationiste. C'est un peu l'inverse qui est en train de se passer: la presse admet les nouvelles qui ne satisfont pas le gouvernement pour l'abolition de la censure s'étale dans la presse, atteint les directions corrompues des syndicats-épouvantails de journalistes, et même le "Grémio" des patrons de salles de spectacles, qui pensent d'abord à leurs affaires et seulement après la politique. Il gagne les rues et prend de plus en plus la forme d'une exigence nationale en marche.

- Ce n'est pas par hasard que récemment le "Diario da Manhã" a commencé à se plaindre de l'"abus" de la liberté de presse (!) par beaucoup de journalistes.

- Cette nouvelle loi de presse promise, basée sur le principe jugé suffisamment efficace de l'auto censure et stimulée par la menace de lourdes amendes ou de mois ou d'années de prison, est certainement en train d'être corrigée et complétée pour mieux préserver la censure contre la faim de vérité du peuple portugais.

=====

=====

=====

L'EDUCATION FASCISTE: DES PROFESSEURS - INDICATEURS

- L'actuel directeur de l'Institut Industriel du Porto, l'ingénieur Aires a dénoncé à la PIDE (police politique) les étudiants qui s'étaient le plus distingués au cours des luttes associatives.

- Ainsi, c'est lui qui a été le responsable direct de l'arrestation de l'étudiant Horacio de Oliveira qui a été brutalement torturé sous Salazar et sous Marcello Caetano, avant d'être libéré le 30 septembre.

- Sous le fascisme, certains professeurs et responsables de l'enseignement ont mal compris le sens des mots "investigation scientifique". Ils sont des pierres enseignants mais d'efficaces policiers.

REPRESSION

LES DROITS DE L'HOMME ET LES PRISONS POLITIQUE

- Le 10 novembre, c'est tenue pour la première fois à Lisbonne une réunion des chefs de répartition et inspecteurs des services de prisons, sous la présidence du Ministre de la Justice.
- L'objectif, selon M. Guardado Lopes, directeur général, est de... procéder à la transposition de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pour le système pénitencier portugais.
- Les difficultés actuelles du régime fasciste produisent maintenant de curieux miracles verbaux: ce même M. Guardado Lopes, qui à plusieurs reprises et encore récemment tenait à déclarer aux familles des prisonniers qu'à son avis les sévices contre eux étaient justifiées de même que leur passage par les armes, vient parler aujourd'hui du besoin d'appliquer les droits de l'homme dans les prisons portugaises.
- Ce petit fait illumine singulièrement la véritable signification de la "libéralisation" annoncée par le nouveau chef fasciste M. Caetano.
- Ce ne sont pas les hommes ni le contenu des méthodes de répression du régime qui ont été mis en cause. Ce qui change, ce qu'il y a de nouveau, ce sont les difficultés que les fascistes éprouvent à maintenir leur dictature par la seule répression. De là les promesses et les manoeuvres politiques tendant à essayer d'apaiser la révolte contenue du peuple portugais.
- Gardiens des prisonniers et gardiens des Droits de l'Homme, le régime n'est pas à une contradiction près.

ooooo O ooooo

LA 'LIBERALISATION' NE PASSE PAS PAR LA PIDE

LE DIRECTEUR DE LA PIDE EST DECORE DE L'ORDRE DE L'INFANT

- Le Ministre de l'Intérieur, M. Gonçalves Rapazote, a visité le 19 novembre le siège de la PIDE, où il a été reçu par le commandant Silva Pais directeur de la "gestapo portugaise" et ses principaux collaborateurs et aussi les commandants de la P.S.P. (Police de Sécurité Publique) et de la G.N.R. (Garde Nationale Républicaine), respectivement le général de brigade Tristão Carvalhais et le général Pereira de Castro.
- Le directeur de la PIDE, a défini sa police comme étant "la garde avancée de la défense de la Patrie".

- Le Ministre de l'Intérieur, lui, a récommandé devant la PIDE, "le silence respectueux"!
- A l'en croire, la référence au "thème des prisonniers politiques est une pure exploitation communiste" (!) et, dans les colonies, la PIDE serait "bénie, souhaitée et réclamée avec insistance par toutes les autorités (ce qui est compréhensible) et par toutes les populations", (ce qui est plus étonnant). Les étudiants, dont les audaces sont capables de les mener à l'erreur" sont pour leur part "délicatement" (!!)) priés de "ne pas oublier leurs responsabilités" parce que le ministre lui se déclare, à l'instar de M. Caetano, prêt à "défendre inexorablement l'ordre public.
- Après ce discours, le Ministre de l'Intérieur, qui représentait le Président de la République, a remis au directeur de la PIDE les insignes de grand officier de l'"Ordre de l'Inafnt". Finalement c'est le commandant Silva Pais qui a mis au clair la morale de cette histoire: "Je ne la prends pas pour moi (...) Cet honneur est beaucoup plus pour la police que je dirige modestement".

ooooo O ooooo

LES TRIBUNAUX FASCISTES CONTINUENT

13 JEUNES CONDAMNES

- On attendait M. Caetano au tournant de son premier procès politique en tant que dictateur. Le procès politique a eu lieu. Pas un, mais deux. L'un au "tribunal plenario" (politique) de Porto, le 28 octobre, l'autre au "tribunal plenario" de Lisbonne. Total: 13 jeunes condamnés. La prétendue libéralisation a fait piètre figure. Les juges ont été les mêmes, n'accordant aucun droit à la défense, prononçant des condamnations en tout semblables à celles que ces jeunes auraient pu recevoir sous Salazar.
- Cinq ont été condamnés, soit à des peines de prison ferme variant entre deux ans et demi et quatre ans et demi, à des mesures de sécurité, soit à la prison indéfinie. Les huit autres ont subi des peines allant de 14 mois à 24 mois de prison et à la perte des "droits politiques" pour une durée variant de 5 à 15 ans.
- Leur "crime" le plus grave: avoir aidé des déserteurs de la guerre coloniale à s'échapper du pays.

ooooo O ooooo

CAETANO AFFICHE UN STYLE MODERNE

MAIS LA TORTURE PERPETUE LES METHODES DE L'INQUISITION

- FRANCISCO CANAIS ROCHA, militant clandestin responsable du Parti Communiste Portugais qui avait été arrêté avec sa femme au mois de juillet par la PIDE, a été soumis à des tortures barbares et

raffinées par les agents de la "gestapo portugaise".

- FRANCISCO CANAIS ROCHA a été soumis pendant vingt nuits et jours durant la troture du sommeil. Durant cette période, outre le fait d'avoir été empêché, par la force, de dormir, il a été sauvagement battu à plusieurs reprises.
- Tant lui que sa femme, après avoir subi des mois prolongés d'isolement dans des cachots et de tortures et sévices, sont maintenant gravement malades à la forteresse de Caxias.
- Tel est le "nouveau style" de l'après Salazar: promettre des mesures libérales et rendre des coups bien fascistes.

ooooo O ooooo

UN "DIALOGUE" INTERROMPU:

LES TEMOINS DE JEHOVA VONT AUSSI EN PRISON

- Dix neuf portugais accusés d'appartenir au groupe religieux "Témoins de Jehova", ont été arrêtés le 5 novembre 1968, à Cacém, près de Lisbonne, par la G.N.R. (Garde Nationale Républicaine) et passés aux services de la PIDE qui a maintenu leurs arrestations.
- A l'origine de leur arrestation se trouve le fait qu'ils tenaient une réunion.
- Sous Salazar comme sous Caetano, c'est la PIDE que remplace les "Ministères des Cultes" dans le dialogue avec les différents groupes religieux.

ooooo O ooooo

CAETANO FORCE A CEDER

Me. MARIO SOARES A ETE LIBERE

- L'avocat MARIO SOARES, figure très connue de l'opposition portugaise, avocat de la famille Delgado et nombreux prisonniers politiques, qui avait été déporté à l'île de S. Tomé le 20 mars dernier, a été libéré le 10 novembre 1968.
- Cette décision avait été prise en conseil réduit des ministres, "selon les termes de l'article 4 du Dec. loi. n° 36.387 du 1er juillet 1947" qui établit que le conseil de ministres (...), peut assigner à résidence dans une quelconque localité du territoire national, (sic), tous les individus dont l'activité puisse faire craindre la perpétration de crimes contre la sécurité de l'Etat".
- Cette décision a déchainé au pays et dans le monde une vague de protestations auxquelles le F.P.L.N. avait prêté un soutien permanent. Dans un appel lancé le 1er avril 1968, le F.P.L.N. avait

affirmé: "utilisant le décret loi n°. 36.387 ou le décret loi N°. 47.216 (qui permet la déportation des prisonniers politiques par simple décision du ministre de la justice et d'Outre Mer), et qu'il a lui-même législé, le gouvernement Salazar, peut à tout moment sans avoir besoin de recourir à l'intervention judiciaire, se débarrasser des démocrates déjà arrêtés ou qui encore la veille vivaient en liberté (...) nous vous appelons au cours de cette année internationale des Droits de l'Homme, à joindre votre voix à la lutte du peuple portugais qui se bat contre les mesures de déportation politique pour la défense de la vie et de la liberté des prisonniers politiques portugais".

- Au Portugal, l'action de solidarité a eu un éclat particulier avec la campagne des avocats portugais. Cette campagne a abouti à la convocation d'une assemblée générale demandée par 500 avocats de l'Ordre des Avocats, qui a eu lieu le 18 octobre et qui a décidé de soutenir moralement et matériellement Me. Mario Soares.
- Quelques jours auparavant le nouveau premier ministre fasciste annonçait au bâtonnier que le gouvernement avait décidé de fixer avant la fin de l'année la date de retour de Me. Mario Soares.
- A l'étranger, outre les protestations de nombreux partis et des organisations de masses, outre la couverture accordée par la presse internationale à la dénonciation de cette mesure répressive, l'action des juristes et des avocats étrangers, a eu une grande importance. L'Association Internationale des Juristes Démocrates et la Commission International des Juristes ont lancé des appels répétés contre la déportation de Me. Mario Soares et des démocrates portugais. Un conseil international d'avocats a été constitué avec la participation d'une centaine d'avocats de pays européens, "pour promouvoir et appuyer auprès des organisations portugaises et internationales, les mesures destinées à la libération de Me. Mario Soares".
- Caetano a cédé. Me. Mario Soares a été libéré. Ceci prouve une fois de plus que la répression fasciste, malgré son apparence de violence, montre des pieds d'argile dès qu'un fort mouvement met en évidence ses crimes.
- Toutefois, Caetano, et la encore on retrouve les limites du "nouveau style", non seulement essaye de cacher son recul, sous couvert d'une manoeuvre beaucoup plus large et hardie destinée à neutraliser les couches moyennes, mais il n'a pas fait annuler les décrets loi 36.387 et 47.216, qui continuent à être présents dans la panoplie des armes répressives du régime et, le cas échéant, prêts à être utilisés contre les démocrates portugais, contre les Droits de l'Homme.

ooooo O ooooo

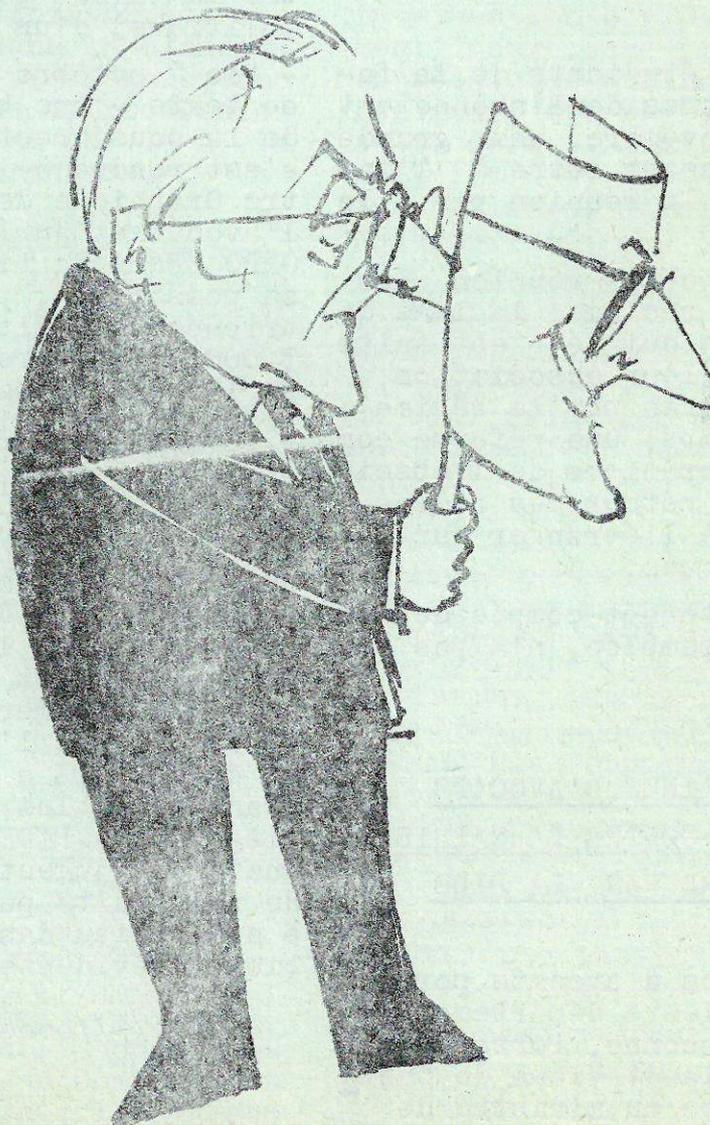
AMNISTIE - UNE EXIGENCE NATIONALE

Le texte adressé au nouveau chef du gouvernement par 473 parents et familles de détenus politiques a eu l'appui plus large au Portu -

gal. Dans tous les textes et pétitions présentés au chef du gouvernement fasciste par des milliers de démocrates, dans toutes les manifestations de rue, dans les émissions de radio et les tracts clandestins, cette revendication revient toujours: liberté immédiate pour tous les détenus politiques.

- Même la presse légale se fait l'écho de cette revendication, de cette pression venue de plusieurs secteurs du pays. Le quotidien du soir "Capital", lui dédiait, par exemple, le 15 novembre, son éditorial.
- Jusqu'ici, le gouvernement cesse d'atermoyer, minimisant la portée de sa propre répression politique.
- Cependant sera forcé de reculer, au moins partiellement, dans un court délai si ce mouvement du peuple portugais est largement soutenu par l'opinion publique internationale.

oooooooo000oooooooo



prises de position

UNE GRANDE ASSEMBLEE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DE LETTRES DE LISBONNE

- Trois mille étudiants de la faculté des lettres de Lisbonne ont tenu, le 29 novembre, une grande assemblée, passant outre à l'interdiction de la réunion par le gouvernement.

- Au cours de cette réunion les étudiants ont réclamé: la levée de l'interdiction qui leur est faite de constituer leur association, dissoute de force par le régime depuis longtemps; une réforme complète et démocratique de l'enseignement et le retour des professeurs exilés à l'étranger sur des motifs politiques.

- La police, tenant compte de l'ampleur de l'assemblée, n'a pas osé intervenir.

DES CENTAINES D'AVOCATS PROTESTENT CONTRE LA SAISIE D'UN LIVRE PAR LA PIDE

- Des centaines d'avocats portugais, de plusieurs départements du pays, dont Lisbonne, Porto, Braga, Coimbra, Leiria et Viana do Castelo, ont adressé au ministre de l'Intérieur caetaniste, M. Gonçal

ves Rapazote, qui faisait déjà partie du dernier gouvernement de Salazar, une ferme protestation contre la saisie par la PIDE (police politique) d'un ouvrage juridique.

- "Le 7 octobre passé - affirme ce texte - une brigade de la PIDE de la sous-direction de Porto, s'est rendue à l'imprimerie "Centre Graphique de Famalicão", où l'avocat et juriste FRANCISCO SALGADO ZENHA de Lisbonne, avait, en sa possession, prête à être distribuée une édition de près de 3.000 exemplaires de son ouvrage juridique "Notes sur l'Instruction Criminelle". Elle a fait saisir la totalité de cette édition, sans la moindre explication au sujet des raisons d'une telle attitude (...) se refusant même à rendre une copie de l'acte de saisie ou un simple reçu des livres appréhendés, malgré les réclamations présentées tant par le propriétaire de l'imprimerie que par le représentant de l'auteur. La brigade de la PIDE a immédiatement fait transporter les livres saisis au siège de la PIDE au Porto. Les signataires jugent très grave que de tels faits puissent continuer à avoir lieu dans de telles conditions d'évidente illégalité (...)

////00000////

HOMMAGE POSTHUME A DES
ANTIFASCISTES DISPARUS AVANT
LA VICTOIRE

- Les démocrates de Lisbonne et Porto ont rendu hommage, respectivement, le 5 et le 13 octobre, à deux grandes figures de la lutte antifasciste portugaise: l'institutrice MARIA MACHADO et le Professeur RODOLFO ABREU.

- A Lisbonne, de nombreux démocrates ont pris part à un défilé qui a abouti au cimetière du Lumiar et un hommage rendu près de la tombe de MARIA MACHADO, cette femme exemplaire, plusieurs fois arrêtée par la PIDE, qui dans la clandestinité ou dans la vie légale, dans les prisons ou dans sa profession a donné intièrement sa vie à la cause du peuple portugais.

- A Porto, dans le cimetière de Paranhos, 150 démocrates ont participé à une large évocation de la vie et de la lutte du Prof. RODOLFO ABREU, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa mort. Prenant la parole, l'écrivain Oscar Lopes, parmi d'autres orateurs, a mis en évidence la vie, la lutte et le sacrifice de ce professeur qui parce qu'il aimait son peuple a été arrêté par la PIDE et condamné par le Tribunal "Plenario" (politique).

§§§§§//§§§§§

MANIFESTATION DANS LES RUES
DE LISBONNE CONTRE L'ASSASSINAT
PAR LA PIDE DU JEUNE
DANIEL DE SOUSA TEIXEIRA

- Le 31 octobre, vers les 18 heures, la jeunesse de Lisbonne a manifesté à la Place du Commerce où le Ministère de l'Intérieur à son siège et un peu partout dans le cen-

tre de la ville, contre l'assassinat à la forteresse de Caxias, de l'étudiant de l'Université Catholique de Louvain, DANIEL DE SOUSA TEIXEIRA, qui avait été arrêté au mois d'août.

- Cette manifestation a été une courageuse démonstration ouverte ment politique directement axée contre les assassinats politiques et contre la répression et la PIDE.

- Elle avait été convoquée à la veille, par des tracts affichés dans plusieurs écoles. Elle était le point culminant d'une semaine de protestations, surtout sous formes de télégrammes adressés à Marcello Caetano réclamant son intervention personnelle et notamment l'ouverture immédiate d'une enquête. Des milliers de signatures avait été rassemblées sous cette forme. Parmi elles on relevait les noms des étudiants, de travailleurs, d'intellectuels, de nombreux prêtres.

- Dès le début de l'après midi les forces répressives avaient pris position dans les zones environantes de la Place du Commerce et lorsque les manifestants ont commencé à converger vers le Ministère de l'Intérieur, la police a chargé et les a déplacés vers l'angle opposé de la place. Quelques centaines de jeunes ont réussi à se regrouper et ont avancé de nouveau aux cris de "A bas la Pide" "Assassins! Assassins!" "Libérez les détenus" "Amnistie". Plusieurs manifestants portaient des pancartes. D'autres distribuaient des tracts. Cette fois la charge policière a été plus brutale, faisant des blessés. Deux étudiants, des facultés de Médecine et de Droit, ont été arrêtés par la PIDE. La manifestation s'est dispersée alors.

- Au moment précis où la manifestation avait lieu, le Ministre de l'Intérieur déclarait très libéralement" à Setubal, lors de

l'acte d'investissement du gouverneur civil du département:

"Nos structures politiques doivent fonctionner dans des termes tels que les voix d'en bas puissent se faire entendre dans des paliers du gouvernement".

LE "SYNDICAT NATIONAL"
DES EMPLOYES BANCAIRES: SIX
MOIS D'ATTENTE POUR L'HOMOLOGATION DE LA DIRECTION
ELUE.

- Au mois d'avril, lors des élections pour la direction du "Syndicat National" des employés bancaires du département de Lisbonne, la liste, qui avait la sympathie du gouvernement et du capital financier, a été vaincue. A sa place, les employés ont élu une direction qui avait leur confiance, ce qui n'a évidemment pas plu aux autorités fascistes qui ont tenté d'annuler dans la pratique, le résultat du vote.

- Pendant cinq mois, la direction n'a pas pu exercer ses fonctions. Elle attendait l'homologation gouvernementale. Les employés bancaires ont protesté plusieurs fois.

- Les autorités répondaient par le silence. Et l'ancienne direction subsistait.

- C'est seulement au mois d'octobre, cinq mois après, que la nouvelle direction a été finalement homologuée par le nouveau gouvernement. Au lieu des 12 mois d'activités, prévus pour réaliser son programme, elle n'avait plus maintenant que 7 mois pour agir. C'est une façon d'essayer de convaincre les travailleurs qu'élire une direction honnête, n'est pas efficace sous le fascisme.

- Le 5 octobre, déjà sous le gouvernement Caetano, pour justifier l'absence d'homologation, le ministre des Corporations est venu affirmer publiquement que ces retards étaient dus "aux informa-

tions et enquêtes qui parfois impliquent des démarches très longues dans leur réalisation ou dans sa postérieure pondération!"

- Et cyniquement, il a ajouté pour montrer que cette longue information et pondération n'a pas eu de graves conséquences:

- "Il est naturel (?!), tant que l'homologation des nouveaux corps dirigeants n'ait pas eu lieu que les organismes intéressés continuent à être dirigés par les directions antérieures (!) en pleine régularité de fonctionnement".

- Telle est la nouvelle conception de "régularité" syndicale que M. Caetano et ses auxiliaires se proposent de défendre et d'appliquer.

ooooo/////ooooo

LES DELEGUES DE PROPAGANDE
MEDICALE LUTTENT POUR UN
NOUVEAU CONTRAT COLLECTIF
ET CONTRE LA "COMMISSION AD
MINISTRATIVE" QUI A REMPLACE
DE FORCE LA DIRECTION
ELUE DE LEUR SYNDICAT.

- Les délégués de propagande médicale de Lisbonne, Porto et Coimbra, ont imposé la tenue d'assemblées dans le "syndicat corporatif" avec la participation de certaines de délégués.

- Dans ces assemblées les participants ont réclamé à une très forte majorité, la normalisation de leur vie syndicale avec le remplacement de la "commission administrative" nommée par le gouvernement, par une direction librement élue et la signature d'un nouveau contrat collectif de travail.

- Le Ministère des Corporations,

qui a reçu les véritables représentants de cette classe de travailleurs, accompagnés par des membres de la "commission administrative" nommée par le gouvernement, a voulu les convaincre d'accepter, dès maintenant, le projet patronal de contrat collectif, en leur promettant la résolution du problème des élections syndicales pour le mois de janvier.

- Tel n'a pas été le point de vue des représentants des travailleurs qui très justement ont mis en relief qu'une telle solution était illogique et contraire aux intérêts des travailleurs.

- La lutte se poursuit. Malgré la partialité évidente du Ministère des Corporations, des délégués de propagande médicale ont toutes les raisons pour tenir et pour croire en leur victoire.

#####

5.000 ETUDIANTS MANIFESTENT

A COIMBRA

- Le 25 novembre, journée annuelle de l'Etudiant de Coimbra, plus connue sous le nom de "Journée de la Prise de la Bastille" (1), est toujours célébrée à Coimbra.

- Cette année, la "Prise de la Bastille" a été célébrée dans le cadre de la lutte contre la "commission administrative" de nomination gouvernementale qui depuis trois ans, contre le gré des étudiants, dirige l'Association des Etudiants de Coimbra (A.A.C.).

- Depuis trois ans il n'y a plus d'élections pour l'Association à Coimbra. Le gouvernement de Salazar apeuré par l'esprit anti-fasciste des étudiants leur a volé le droit d'élire leurs dirigeants.

- En 1967, plus de trois mille étudiants avaient appuyé l'action de leur "Commission pro-élections" en signant un texte qui exigeait le re

tour à la normalisation associative.

- M. Caetano, à l'occasion de la visite à Coimbra du Chancelier Kissinger, craignait le développement d'une situation qui pourrait aider à compromettre sa stabilité et démasquer la duplicité de son jeu et de ses garanties démagogiques. Il s'est alors empressé de promettre la réalisation d'élections à l'A.A.C..

- En fait, à peine quelques jours après, les autorités fascistes annonçaient officiellement que d'abord la "commission administrative" serait chargée de préparer nouveaux statuts pour l'Association et que seulement ensuite le gouvernement envisageait la tenue d'élections associatives...

- C'est donc dans un climat de profond mécontentement et sans aucune illusion au sujet du "style" du gouvernement Caetano que les étudiants de Coimbra ont célébré leur journée.

- Des centaines d'étudiants sont venus aussi de Lisbonne et Porto. Un déjeuner en masse, une large assemblée d'étudiants qui a approuvé un cahier contenant les principales revendications des étudiants à présenter aux autorités, un spectacle culturel, avec la participation de groupes culturels des étudiants des trois universités, ont constitué des moments importants de cette journée.

- Mais le plus important a été le grand défilé, la manifestation de 5.000 étudiants par les rues de la ville de Coimbra. Les étudiants portaient des pancartes qui affirmaient et réclamaient : "A bas la dictature fasciste! A bas la commission administrative! Elections immédiates!".

- Cette journée a été un grand pas en avant dans la lutte pour la liberté d'association, une démonstration de plus de la vitalité de la jeunesse et du mouvement

démocratique portugais et un sérieux coup porté au régime fasciste de Caetano et à sa démagogie.

- (1) "Prise de la Bastille" - Occupation par les étudiants il y a 40 ans d'un bâtiment qui a été pendant de nombreux années, le siège de leur association.

oooooooooooo

LES AIDE-PHARMACIENS S'ELE-
VENT CONTRE UN DECRET GOU-
VERNEMENTAL.

- Les aide-pharmaciens sont en lutte ouverte contre le décret-loi n° 48.547 du 27 août 1968, qui a porté un sérieux coup aux intérêts des travailleurs pharmaciens. Cette lutte, jusqu'ici s'est déroulée surtout sur le plan syndical.

- A Lisbonne, a eu lieu le 17 octobre, une assemblée générale extraordinaire du "Syndicat National des Aides Pharmaciens du Département de Lisbonne" qui a vu la participation de plus de 500 travailleurs de cette spécialité, ainsi que la présence de 50 syndiqués du département du Porto et de représentants d'autres départements.

- La conclusion a été unanime: le gouvernement a l'obligation d'annuler ce décret.

- Le 10 novembre, le même "syndicat national", mais cette fois du département du Porto tenait aussi une assemblée générale, avec la présence de centaines de travailleurs. La critique du décret en cause a été très dure. Prenant la parole, le président du syndicat a affirmé sous des grandes ovations: "C'est une loi inique qui a été abolie sans aucune pitié, sans d'autres raisons que celle de la force, toutes ou presque toutes les justes aspirations de cette classe de travailleurs".

- A la suite de ces assemblées, qui ont été accompagnés d'initia-

tives semblables dans d'autres départements, la grande majorité des aide-pharmaciens a appuyé et signé une pétition adressée au gouvernement réclamant l'abrogation pure et simple du décret loi numéro 48.547.

- Grâce à leurs initiatives les aide-pharmaciens ont montré une fois de plus que l'unité des travailleurs en marche peut utiliser à son profit les "syndicats corporatifs" inventés pour les diviser et les affaiblir.

UNE ASSEMBLEE PUBLIQUE
D'EMIGRES PORTUGAIS DANS LA
COMMUNE DE PANTIN (PARIS)

- Un groupe important de portugais émigrés en France, a tenu le 23 octobre à Pantin (Paris) une assemblée publique dans laquelle a été approuvée une motion adressée à l'amiral Tomaz, le chef de l'Etat fasciste.

- Dans cette motion adressée à l'amiral Tomaz, ces démocrates portugais dénoncent "le salazarisme sans Salazar" affirmant que le peuple portugais n'a rien à attendre de ce gouvernement (Caetano) sauf la continuation de l'exploitation des travailleurs et des masses laborieuses, la continuation de la guerre coloniale, la répression inexorable de tous les démocrates et le croissant assujettissement à l'imperialisme étranger. Ils exigent la "libération immédiate de tous les portugais arrêtés par des motifs politiques, la fin des guerres coloniales, l'augmentation des salaires, des élections libres où le peuple portugais puisse choisir le gouvernement qu'il souhaite, un gouvernement qui assurera la restauration des libertés publiques, l'abolition de la PIDE et de la censure, etc."..

LA DIRECTION DE LA SECTION DE
LISBONNE DE L'ORDRE DES MEDE-
CINS EST HOMOLOGUEE 7 MOIS
APRES SON ELECTION.

LES DEMOCRATES DU PORTO

- Les médecins de Lisbonne, ont dû attendre et lutter pendant 7 mois pour voir finalement homologués, par le gouvernement ainsi que leurs représentants, la direction de la section régionale de Lisbonne de l'Ordre des Médecins, élue, sans opposition, au mois mars 1968!

- Et, cependant, à la tête de cette liste il ne se trouvait pas un "dangereux terroriste". Le président de la liste élue était, ni plus ni moins, que le docteur Vasconcelos Marques, directeur des services de Neuro-chirurgie des Hopitaux Civils de Lisbonne, le médecin qui a dirigé la récente opération médicale auquel a été soumis le président Salazar.

- Il y a 15 jours, le 19 octobre, l'ensemble des médecins du pays élisait en tant que batonnier de leur ordre, le professeur Miller Guerra, longtemps cloué au pilori par le gouvernement fasciste sous la terrible accusation d'être un catholique moderne.

- Dans l'acte de son investiture, au mois de novembre, le professeur Miller Guerra a fait le procès du retard et des lacunes dans le domaine de la santé publique au Portugal, après 42 ans de fascisme.

- "On a suivi, dans le passé, des voies incertaines et parfois opportunistes. Ce n'est pas seulement, et surtout, la classe médicale qui en souffre, mais le bien être social des portugais. Il est temps et plus que temps de faire surgir les solutions positives d'une politique social progressiste".

- A la fin du mois de septembre de nombreuses personnalités démocratiques de la deuxième ville du pays, ont adressé au Chef de l'Etat fasciste un texte dont nous publions des larges extraits:

- "La conjoncture nationale est extrêmement grave. Des problèmes de tout ordre affligent les portugais, de nature économique, financière, sociale, administrative et politique, d'équilibre et de survie interne et de rapports internationaux.

- (...) La politique qui nous a dirigé au cours des quatre dernières décades n'a pas réussi à créer des structures suffisamment représentatives de la volonté et souveraineté nationales. C'est là que reside la racine la plus aigüe du malaise et des préoccupations des portugais dans l'actuel conjoncture.

- Seule une solution, sans alternative, correspond à ces intérêts nationaux supérieurs: celle d'une consultation électorale, entourée d'indispensables garanties d'authenticité et de liberté, par laquelle les portugais puissent décider d'un avenir qui leur appartient.

- Par conséquent les signataires viennent revendiquer les points suivants, usant des prérogatives que la Constitution leur confère:

- Dissoudre l'assemblée Nationale et organiser des élections législatives, l'Assemblée à élire avant les pouvoirs constituants;

- Nommé un président du Conseil et des ministres qui garantissent à la Nation indépendance et liberté; assurant dès maintenant l'abolition de la censure sous toutes ses formes, l'exercice effective du droit de réunion; la suppression de toutes interven-

//

tions arbitraires contre les citoyens (y compris les policières)

- décrètent une amnistie générale de caractère politique, imposant la pleine liberté et égalité de tous les courants d'opinion devant le suffrage et l'entière responsabilité de celui-ci".

- Cet important document, qui à notre connaissance, a été le premier adressé au Président de la République, après le début de la crise de la direction du régime, a été signé entre autres par des personnalités démocratiques telles que l'ingénier Virginia Moura, les écrivains Oscar Lopes, José Régio et Rui Feijo, l'architecte Lobão Vital, les avocats Armando Bacelar e Orlando Juncal, le médecin Armando Cota et de nombreux autres encore.

1. "Nous sommes des démocrates. Nous souhaitons construire une société dans laquelle chaque homme puisse exercer les droits fondamentaux de se réunir et de s'associer avec d'autres hommes, exprimer librement sa pensée de réclamer devant les autorités, de n'être pas arrêté, ni persécuté, de voter et d'être élu dans des élections libres.

- Nous voulons construire une société dans laquelle le bien être, l'école, la santé et la considération sociale ne soient pas réservés simplement à quelques uns.

- Nous avons toujours lutté et nous continuerons à lutter pour la concrétisation de ces idéaux qui sont les nôtres!"

2. "Le pays est surchargé par des problèmes d'une extraordinaire gravité et qui suscitent les plus grandes appréhensions.

- Il ne nous échappe en cela la moindre des responsabilités parce que toutes les tentatives que nous avons faites ces dernières quarante ans pour intervenir dans la vie publique ont été repoussées

avec violence et mépris.

- 3 Nous sommes arrivés à cette lamentable situation qui est la conséquence de l'exercice prolongé d'un pouvoir personnel caractérisé par un monolitisme politique et économique, qui a paralysé la vie nationale. Il est évident que le pays a besoin de transformations urgentes.

- 4. En pleine situation de crise politique et économique qui année après année s'est aggravée, vous avez assumé la direction du gouvernement et prononcé le discours du 27 novembre.

- Nous avons vérifié par l'interprétation littérale de ce discours, que votre excellence en ce qui concerne les réformes, vous n'avez rien promis. Mais à partir de certaines phrases, le pays a eu l'impression qu'une nouvelle phase de la vie constitutionnelle, de tendance libéralisante, allait s'ouvrir.

- Cependant, les faits les plus récents, et connus de la vie publique, ne permettent pas d'enregistrer des indices d'une réelle libéralisation. En vérité, l'apparat et les actions répressives ont ostensiblement continué en plusieurs régions du pays lors des commémorations du 5 octobre (anniversaire de la révolution républicaine de 1910), la censure continue active sous toutes ses formes et la Radio et la Television Portugaise et la "Emissora Nacional" (radio officielle) ont poursuivi leur action sectaire.

- 5. D'ailleurs, nous devons vous déclarer loyalement, en tant que démocrates que nous attendons pas que votre Excellence décrète la société que nous souhaitons. Et nous pensons encore que le régime prenant la voie de la libéralisation le fera pour essayer de dépasser les terribles difficultés auxquelles il doit faire face.

- Malgré cela, nous lutterons pour la défense de toutes les conquêtes que le peuple portugais puisse faire dans le chemin de la liberté, et contre tous ceux que voudront les annuler.

- Et nous continuerons à lutter, jours après jour, pour l'établissement de la société démocratique.

- 6. Vous avez dit dans votre discours que vous souhaiteriez rassembler tous les portugais par une réciproque tolérance des idées qui anéantirait les haines et les mauvaises volontés.

- Mais comment en finir avec les haines et les mauvaises volontés quand il y a des portugais arrêtés, déportés, exilés, éloignés de leurs charges? Comment peut-il y avoir dialogue quand existe la censure? Comment peut-il y avoir des échanges d'idées franches et constructives si les citoyens - notamment la jeunesse - ne peuvent pas se rassembler ni s'associer librement et s'ils sont soumis à la prison en raison des opinions émises?

- Pour rassembler tous les portugais, voilà les conditions indispensables:

- la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, le retour des déportés et exilés et la réintégration de tous ceux qui ont été révoqués ou sanctionnés dans leurs fonctions en raison de leurs idées, accompagnée d'une pleine restitution de leurs droits civils et politiques;

- l'abolition de la censure sous toutes ses formes;

- la liberté de réunion et d'association, l'élimination des lois répressives des soi-disants délits d'opinion et l'abolition de la police et des tribunaux politiques;

- l'autonomie des organisations de jeunesse et syndicales.

(...) 8. La réalisation des prochaines élections de députés à l'Assemblée Nationale constituera un test

sur lequel le pays basera son jugement pour vérifier le sens d'une politique.

- Par l'examen objectif des mesures qui viendront, dès maintenant à être décrétées, le pays vérifiera jusqu'à quel point ses aspirations ont été satisfaites, et si les conditions essentielles de la légalité revendiquée de l'acte électoral ont aussi été créées.

- Les signataires réclament que Votre Excellence garantisse publiquement la réalité des conditions, nécessaires, ci-dessus énumérées, l'entière légalité et authenticité des opérations de recensement et du prochain acte électoral et que ne soit pas interdite la publication de ce document par les moyens d'information.

"Pour le bien de la Nation"

LES DEMOCRATES PORTUGAIS

EXILES AU CANADA

- Le 29 septembre et le 2 octobre des centaines de démocrates portugais exilés au Canada ont tenu des assemblées à Montreal et à Toronto, où ils ont défini leur position face à l'actuelle position politique portugaise.

- Dans ces deux assemblées, qui ont souligné leur confiance dans l'activité du F.P.L.N., les démocrates portugais exilés ont décidé unanimement d'appuyer le texte commun suivant adressé au nouveau chef du gouvernement fasciste:

- "Les démocrates portugais résidant au Canada ayant eu connaissance que V. E. occupe aujourd'hui la place laissée vacante par le professeur Oliveira Salazar, sans que, pour cela, la volonté du peuple portugais ait

été prise en considération, protestent contre cette violation de plus des droits de l'Homme et exigent:

- Que l'Assemblée Nationale soit dissoute; que la chambre corporative soit abolie et qu'il soit convoquée une assemblée constituante pour l'élaboration d'une nouvelle constitution;

- Qu'une amnistie totale de tous les délits de caractère politique entraînant la libération de tous les prisonniers politiques, soit décrétée et qu'il soit permis de retourner au pays de tous les exilés et déportés politiques;

- Que les libertés fondamentales et le respect des droits fondamentaux de l'Homme, insérés dans la charte des Nations Unies, soient immédiatement rétablis;

- Que la censure soit supprimée et que la PIDE soit dissoute;

- Que des négociations ayant pour but le cessez feu en Guinée, en Angola et au Mozambique soient immédiatement commencés de façon à assurer la solution pacifique des conflits existant dans ces territoires par une consultation populaire en harmonie avec le principe de l'autodétermination des peuples.

*****00000*****

GUERRE COLONIALE



- Agostinho Neto, président du M.P.L.A., a accordé le 23 novembre 1968 une importante interview à la radio "La Voix de la Liberté" émetteur du F.P.L.N..

- Dans ses déclarations, Agostinho Neto, après avoir longuement mis en relief l'essor de la lutte populaire armée de libération du peuple angolais, conduite par le M.P.L.A. et qui s'est étendue déjà à 9 des des 15 départements d'Angola, a affirmé au sujet du mouvement démocratique portugais:

- "Le Mouvement Démocratique Portugais, qui sous les plus dures conditions lutte depuis des dizaines d'années pour la liberté au Portugal, est considéré par nous comme un mouvement allié. Tant les démocrates portugais que nous-mêmes, nous luttons contre la dictature fasciste et contre le système colonial.

- Il y a des objectifs communs et dès lors une naturelle alliance et

solidarité. Une modification du système colonial aura des conséquences pour le peuple portugais., de même qu'un changement du système portugais dans le sens démocratique, aura fatalement des conséquences pour l'évolution du système colonial. Nous considérons que cette alliance et cette solidarité sont justes et leur portée est d'autant plus grande que dans l'avenir, quand nos peuples seront libres, il n'y aura plus d'obstacles au développement de rapports amicaux sur la base de l'égalité et du respect mutuel.

- Je profite de cette occasion qui m'est offerte pour saluer les braves combattentes anti-fascistes portugais qui dans leur pays ne ménagent pas leurs efforts et leurs sacrifices pour renforcer le régime fasciste. Une salutation à tous ceux qui se trouvent dans les prisons de la PIDE, arbitrairement incarcérés, souffrant quotidiennement des injustices et notre hommage à ceux qui ont perdu la vie dans la lutte implacable pour la démocratie au Portugal.

- Le peuple angolais, le Mouvement Populaire de Libération d'Angola, dans un intérêt commun, souhaite à ceux qui combattent au Portugal, de nouveaux et nouveaux succès".

- Le président du M.P.L.A. a encore souligné que "le successeur de Salazar, Dr. Marcello Caetano, est un fasciste et un colonialiste bien connu et que jusqu'ici rien à ma connaissance ne s'est modifié dans la structure politique au Portugal qui nous permette de conclure à une possible évolution du problème colonial" et il dénonce alors "les prévisibles manoeuvres néo-colonialistes dans l'intérêt de l'Afrique du Sud. Le président du M.P.L.A. a déclaré au sujet des conditions nécessaires à la solution du problème angolais et à la cessation de la guerre coloniale:

- "Le problème d'Angola, aura une solution quand le gouvernement de Lisbonne reconnaitra formellement et publiquement notre droit à l'autodétermination et à l'indépendance et par conséquent, lorsque les mesures concrètes seront prises pour la libération des détenus politiques qui se trouvent dans le territoire national, et, que les troupes de l'armée coloniale portugaise seront évacuées.

- Cela constitue les conditions minimums qui permettraient la solution de la guerre".

*****//*****

JUSQU'OU IRA LE GENOCIDE DU PEUPLE GUINÉE-BISSAU ?

- Depuis le début de la guerre coloniale, le gouvernement fasciste et colonialiste portugais essaye de cacher au peuple portugais et à l'opinion publique internationale les crimes monstrueux qui sont pratiqués, année après année, contre les peuples d'Angola, Guinée Bissau et Mozambique.

- Rarement, dans l'histoire contemporaine, on a vu une guerre si cruelle et consciemment sadique, si barbare, faite au nom de la "défense de la civilisation occidentale".

- Outre les faits terribles, dont témoignent les peuples de ces pays, les déserteurs anticolonialistes de l'armée portugaise et les

Soldats et officiers progressistes de retour au Portugal après des années d'une expérience terrible, les chiffres secrets officiels parlent d'eux mêmes. Selon le rapport annuel du Q.G. de Bissau, classé "secret", en 1967, il y aurait eu dans l'ensemble, des deux côtés, le suivant nombre de pertes:

<u>TROUPES PORTUGAISES</u>		<u>P.A.I.G.C.</u>
1963/Total	258	2.006
Morts	40	1.479
Blessés	218	240
Capturés	-	287
1964/Total	736	3.529
Morts	91	1.589
Blessés	645	448
Capturés	-	1.492
1965/Total	801	3.311
Morts	83	1.153
Blessés	718	397
Capturés	-	1.761
1966/Total	1.226	2.081
Morts	166	1.125
Blessés	1.060	256
Capturés	-	700
T O T A L =	3.021	10.927

- Cela veut dire que dans les autres premières années de guerre, sans doute les moins meurtrières, les forces armées fascistes, outre le fait qu'elles admettent des pertes parmi les militaires portugais supérieures à 3.000 hommes (1/10 du contingent présent en Guinée-Bissau) confessent aussi avoir fait près de 11.000 pertes aux patriotes Africains, soit près de 2% de la population!

- C'est de cette guerre qui par l'aveu des chiffres colonialistes montre qu'elle est une guerre contre la population entière, que le Dr. Richard Jaeger, vice président du Parlement de la République Fédérale Allemande, a dit le 28 octobre 1968, pour souligner l'importance de l'appui que lui concède la R.F. Allemande:

- "Les combattants qui tombent dans l'Afrique Portugaise ne sont pas seulement des soldats du Portugal, mais aussi des soldats de l'Europe".

- Cette même guerre, M. Caetano a confirmé qu'il était décidé à la poursuivre sans relâche, comme l'avait fait son prédécesseur.

DEUX SOLDATS DESERTEURS DE L'ARMEE COLONIALE
PORTUGAISE, TEMOIGNENT ASSASSINATS ET PILLAGES.

- Manuel Verissimo Vizeu

- Né à Corvos (Mértola), Portugal, le 29-8-1946, caporal de la 15^e. Compagnie de Commandos, arrivé en Guiné-Bissau le 6 mai 1968, il a déserté le 5 septembre 1968.

- "A Jabada, au mois d'août, nous avons débarqué dans le port et nous sommes partis à travers la forêt sous une grande tempête pour arriver à l'objectif fixé, vers six heures du matin. L'objectif c'était un campement de la population civile; à une distance de 80 mètres du campement le commandant, avec la compagnie toute en ligne, a ordonné aux soldats de faire feu - en tuant approximativement 20 personnes auxquelles ils ont fait couper après les oreilles. Dans une autre opération que nous sommes allés faire dans la zone de Binar, dans tous les campements où nous passions on volait les vaches et les moutons pour les emmener vers Bissau dans les bateaux de la marine. C'est arrivé notamment peu avant ma désertion, lorsqu'une compagnie de parachutistes est allée dans la zone de Jabada et a volé près de 200 vaches à la population, en plus d'avoir mis feu et détruit tout le campement et d'avoir apporté au port de Jabada près de 140 personnes qui se trouvaient dans le village; la 5^{ème} compagnie de commandos avait pour objectifs des campements de population civile, où ils détruisaient tout et tuaient toutes les personnes qu'ils trouvaient: des hommes, des femmes ou des enfants. De même, la 3^{ème} compagnie de commandos qui était dirigée par le capitaine Cardoso membre de la PIDE (...)"

- Afonso Henriques Sacramento do Rio

- Né à Lisbonne, le 12-10-1943, caporal 156/85 de la Compagnie de Commandos du 7^{ème} Bataillon du Mozambique. Il a déserté le 29 mars 1966.

- "A une distance de 15 à 18 kilomètres en partant de Vila Cabral pour Mponda, près du lac Niassa, il existait un village, dont je n'ai pas retenu le nom, où vivaient près de 200 personnes, presque toutes occupées dans l'agriculture. Dans leur presque totalité c'était des femmes et des enfants. Les hommes étaient partis pour rejoindre les rangs du FRELIMO (...)"

- Une nuit, presque au lever du soleil, un groupe d'éléments de la PIDE, totalisant presque 40 agents, armés de mitraillettes, grenades et bazookas, sont entrés dans le village, quand la population dormait encore.

- Ils ont obligé la population à se lever et à se mettre en file indienne. Après, ce fut un massacre complet par des rafales de mitraillettes.

- Ceux qui voulaient se divertir d'avantage, jetaient des grenades, s'imaginant dans un film américain. Les rescapés ont été amenés comme prisonniers. Ils ont été torturés et tués. Ce village a totalement disparu, ainsi que ses habitants (...).

- "Toutes les personnes capturées par les forces armées ou par la PIDE sont accusés d'appartenir au FRELIMO et assassinés. Les unes étaient interrogées par la PIDE; les autres, par des militaires au service de la PIDE. En tous les cas, le résultat était le même: la mort. Quand ces gens parlaient ils étaient obligés d'indiquer les noms des autres Africains appartenant au FRELIMO ou sympathisants du nationalisme.

- Ceux que ne parlaient pas étaient amenés hors de Vila Cabral. Ils leur ordonnaient d'ouvrir une tombe. Ils étaient emmenés aux endroits qu'ils avaient dénoncés et tués là bas (...)"

DEMANDEZ LES PUBLICATIONS DU FPLN

EN LANGUE FRANCAISE:

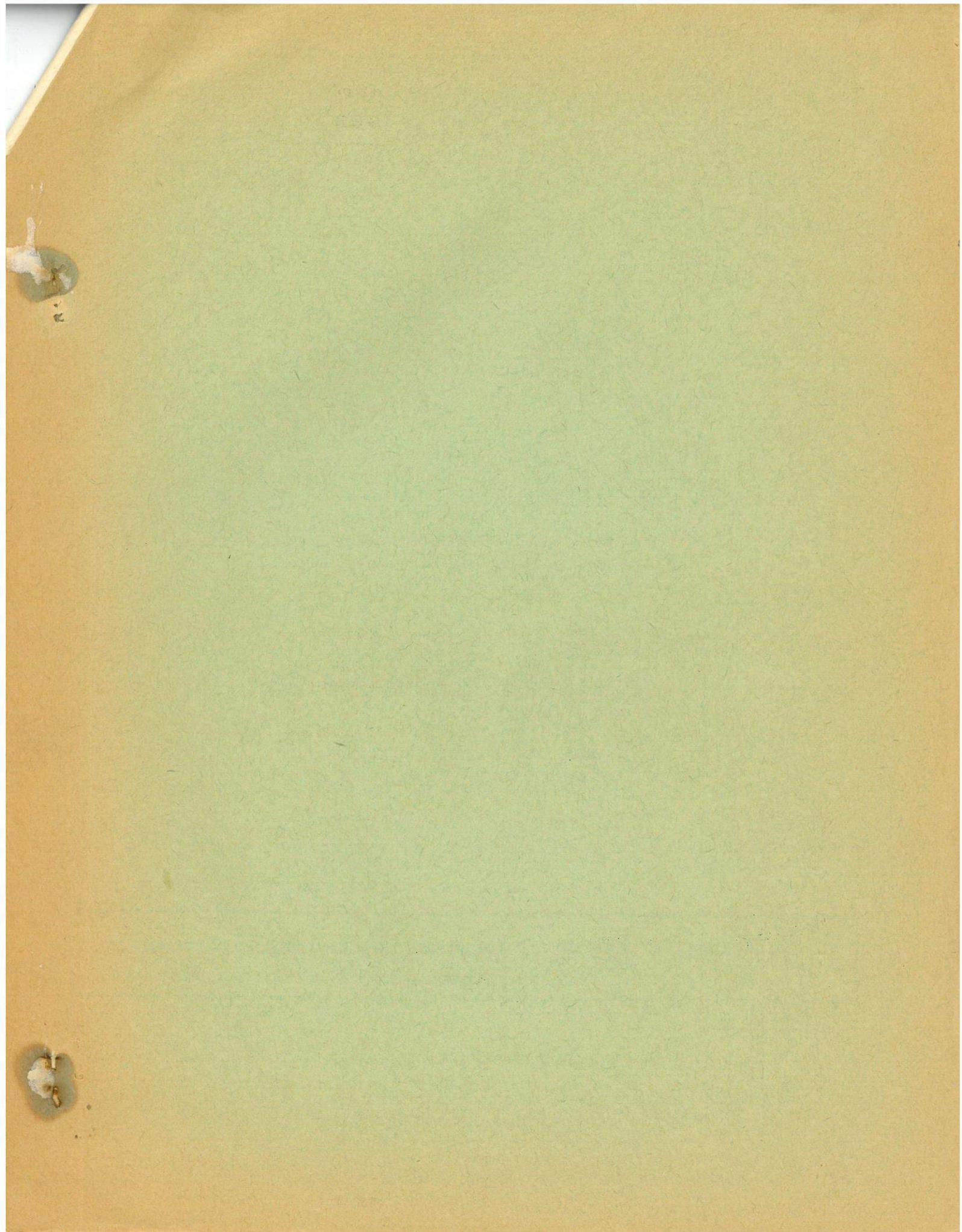
- * DOSSIER PORTUGAL
- * DES CAHIERS ANTI-IMPERIALISTES (République F. Allemande)
- * MEMORANDUM ADRESSE A L'O.U.A. (La question coloniale)
- * MEMORANDUM ADRESSE A L'O.I.T. (La question syndicale)
- * DOSSIER DES PRISONNIERS POLITIQUES PORTUGAIS

En écrivant à: F.P.L.N. - 13-A, rue Auber -Alger-Algerie

F. P. L. N. - PORTUGAL

J A N V I E R - 1 9 6 9





JANVIER 1969

F P L N Front Patriotique de Libération Nationale (du Portugal)
13, rue Auber ALGER tel. 65 99 69